Document généré le 25 avr. 2024 06:04

Études internationales

Magnard, Franck, Tenzer, Nicolas. *La crise africaine : quelle politique de coopération pour la France?* Paris, Presses Universitaires de France, Coll. « Politique d'aujourd'hui », 1988, 254 p.

Gérard Verna

Volume 20, numéro 4, 1989

URI : https://id.erudit.org/iderudit/702600ar
DOI : https://doi.org/10.7202/702600ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Verna, G. (1989). Compte rendu de [Magnard, Franck, Tenzer, Nicolas. *La crise africaine : quelle politique de coopération pour la France?* Paris, Presses Universitaires de France, Coll. « Politique d'aujourd'hui », 1988, 254 p.] *Études internationales*, *20*(4), 925–926. https://doi.org/10.7202/702600ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1989

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Faut-il dès lors intégrer ces deux approches, souffrant d'un réductionnisme primaire, en une théorie unique, comme le suggère P. Lubeck (p. 383), ou faut-il concevoir une nouvelle approche enracinée dans la réalité historique, sociologique et politique africaine? La question reste posée. En dépit de ces sérieuses réserves théoriques et méthodologiques, l'ouvrage de Paul Lubeck et de ses co-auteurs peut être considéré comme une contribution importante au débat actuel sur les possibilités d'un développement capitaliste autonome en Afrique.

Guy MARTIN

Programme de formation diplomatique
Université de Nairobi, Kenya

MAGNARD, Franck, TENZER, Nicolas. *La crise africaine: quelle politique de coopération pour la France*? Paris, Presses Universitaires de France, Coll. « Politique d'aujourd'hui », 1988, 254 p.

Comme les auteurs le soulignent eux-mêmes, « la thèse de ce livre est qu'en vingt ans on a beaucoup appris sur ce qu'il fallait faire (pour aider l'Afrique) – et davantage encore ne pas faire –, mais que des contraintes spécifiques – politiques au sens large du terme – ont empêché tout progrès décisif. » (p. 10)

La crise africaine et la nécessaire réforme des structures économiques.

Dans cette première partie, après avoir souligné l'appauvrissement continu des pays d'Afrique (« C'est... d'une véritable régression dont est victime le sous-continent noir... » p. 13), les auteurs tentent de montrer que la nécessité d'ajuster les économies a conduit les pays riches à la mise en oeuvre de stratégies globales de transferts massifs, au lieu « ... des précédentes aides spécifiques à telle ou telle catégorie de projet... ».

Puis, ils insistent sur les difficultés rencontrées pour opérer des actions en profondeur. « ... après avoir rappelé les erreurs commises dans l'élaboration des modèles globaux de développement, (les auteurs) examine(nt) successivement les éléments qui, dans l'utilisation des divers instruments de politique économique... ont peu à peu mené décideurs publics et acteurs privés à l'impuissance ou à l'échec. » (p. 52). Sont ainsi abordés l'échec du socialisme administratif, les déboires de la gestion centralisée des marchés et des prix, les erreurs de la politique de change, des choix sectoriels contestables, les difficultés de mise en oeuvre des politiques budgétaires et fiscales et les insuffisances des politiques d'endettement. Mais, dans un souci d'équité, l'échec des politiques déflationnistes imposées par le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale n'est pas oublié.

Les politiques sectorielles au service du développement.

Les auteurs proposent d'abord une méthodologie des projets de développement puis présentent ce qui leur semble être des impératifs de coopération par secteurs d'activité (agriculture, infrastructures, industrie, recherche, santé, éducation et culture).

Prônant la fin de la politique des éléphants blancs (ces projets grandioses à propos desquels on aurait pu insister davantage sur le grand intérêt qu'y ont porté les entreprises occidentales et leurs gouvernements respectifs...), les auteurs proposent – logiquement – une décentralisation des efforts vers une multitude d'initiatives de plus faible envergure, pour rapidement s'apercevoir de la difficulté d'une cohérence d'ensemble évitant tout gaspillage.

La suite de cette deuxième partie de l'ouvrage présente un tour d'horizon assez complet des différents domaines dans lesquels la coopération se redéveloppe aujour-

d'hui, en essayant chaque fois que cela est possible de tirer la leçon du passé et de donner des exemples de ce qui paraît souhaitable aux auteurs.

Quel rôle pour la France en Afrique?

Selon MM. Magnard et Tenzer, « (La France) ne saurait, seule, rebâtir une coopération idéale, qui d'ailleurs n'existe pas... la coopération ne saurait ignorer les préoccupations diplomatiques et stratégiques. ... Cela peut être... un obstacle à une coopération fondée sur des principes d'efficacité. » (p. 163)

Les pages qui suivent montrent effectivement que l'héritage que la France doit assumer en Afrique se traduit d'abord par l'existence d'un dispositif de coopération encore vaste mais tendant à se réduire, dans la mesure où les engagements signés le permettent. Mais les perspectives de cette coopération semblent aujourd'hui plus pragmatiques qu'à l'époque où la France se croyait encore le « gendarme » du sous-continent. Des moyens limités lui imposent maintenant de recourir de plus en plus aux actions multilatérales, tant à l'échelle européenne qu'à l'échelle mondiale.

MM. Magnard et Tenzer, tous deux maîtres de conférences à l'Institut d'Études Politiques de Paris, concluent, d'une manière fort pessimiste, sur leur conviction que les deux grands événements qui pourraient « sauver » l'Afrique sont tous deux utopiques: l'unité africaine et un transfert massif de ressources dans le cadre d'un « New Deal planétaire » (p. 243). À défaut, ils évoquent la nécessité d'une révolution lente dont les trois principaux facteurs seraient: « ... la disparition de l'ancien système de référence de l'homme africain, ... la création de l'État africain... (grâce à des) réformes institutionnelles... (et) le déplacement à terme d'une préoccupation agricole... vers une structure de production orientée vers l'industrie et les services... »

Si cet ouvrage est, sans conteste, fort bien documenté, il n'en reste pas moins le résultat d'une froide analyse technocratique fondée sur un ensemble de convictions sous-jacentes propres à provoquer l'ire d'un Jean Ziegler ou d'un René Dumont. Quelles sont-elles? L'Afrique manque de (notre) rationalité, nous voudrions tout prendre en main pour y mettre de l'ordre, mais les responsables locaux ne nous aident guère (quand ils ne nous gênent pas...).

Et si c'était notre rationalité qui a compliqué les choses? Et si, alors que les auteurs envisagent froidement sa disparition, le système de valeur ancien de l'homme africain était une chance pour l'Afrique (et peut-être pour nous)? Et si, au lieu d'envisager une production orientée vers l'industrie et les services – « créateurs les plus performants de valeur ajoutée (p. 245) » – on persistait plutôt à développer l'agriculture traditionnelle qui maintient les populations dans les villages, lieu de création de « plus-values sociales » que nos sociétés occidentales redécouvrent à grands frais? Et si c'était nous les inventeurs de la crise africaine...

On ne dira jamais assez que, pour le prix de la présence en Afrique de chaque « expert » occidental – au rôle souvent flou et à l'efficacité douteuse – on pourrait probablement sauver toute une micro région en laissant ses habitants prendre leur sort en main. De ce point de vue, la notion de « développement durable », que l'ACDI souhaite promouvoir, semble correspondre bien mieux aux véritables besoins de demain, tout comme y a correspondu, il y a quelques années, l'action des « volontaires du progrès » avant que la politique – éternel fléau – ne mette un terme à cette action généreuse.

Gérard VERNA

Département de Management
Université Laval, Québec